

ASSEMBLÉE NATIONALE

31 janvier 2026

DROIT À L'AIDE À MOURIR - (N° 2401)

Rejeté

N° AS537

AMENDEMENT

présenté par

M. Bazin, Mme Gruet, Mme Corneloup, M. Neuder, M. Juvin, Mme Sylvie Bonnet et M. Hetzel

ARTICLE 6

I. – À la dernière phrase de l'alinéa 6, supprimer les mots :

« , sauf s'il ne l'estime pas nécessaire, ».

II. – En conséquence, compléter le même alinéa 6 par la phrase suivante :

« L'examen et les actes afférents réalisés par ce médecin ne font l'objet d'aucune rémunération par la sécurité sociale. L'article 18 de la présente loi ne leur est pas applicable ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement renforce les garanties encadrant la procédure d'aide à mourir afin d'assurer le caractère libre, éclairé et personnel de la demande. Il précise les conditions d'appréciation du discernement, prévoit l'intervention obligatoire d'un psychiatre en cas de doute et institue une procédure collégiale pluriprofessionnelle renforcée.

Il améliore la protection des personnes vulnérables, notamment celles faisant l'objet d'une mesure de protection juridique, tout en encadrant strictement les délais et les modalités de décision. Il est explicitement inscrit que les personnes porteuses de déficience intellectuelle ne sont pas éligibles à l'aide à mourir.

Enfin, il sécurise la procédure par un contrôle renforcé, l'exclusion de la téléconsultation et la validation préalable par la commission nationale de contrôle.